



**Déclaration de la CGT Educ'action de Nantes  
au Comité social d'administration  
6 janvier 2023**

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Ce Comité social d'administration académique d'installation est l'occasion pour la CGT Educ'action Nantes de remercier vivement les électeurs et électrices de toutes les catégories de personnel qui nous ont apporté leur voix. Nous y voyons là un gage de confiance envers nos militants et militantes qui, au quotidien, fournissent un travail de terrain, que ce soit dans l'aide individuelle mais aussi dans l'organisation de mobilisations collectives. Sur l'académie de Nantes, la CGT Educ'action progresse de 175 voix et nous gagnons un siège au CSA académique.

Nous y porterons la voix de la CGT et y exprimerons les revendications des salarié·es, notamment sur les moyens, les textes réglementaires inhérents à la carrière des personnels (mobilité, promotion, rééchelonnement indiciaire), le plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le plan de formation des agent·es, les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail, l'organisation des services.

Nous tenons aussi à rappeler que ces élections professionnelles dans l'Éducation nationale se sont déroulées après une semaine de scrutin chaotique due à de graves dysfonctionnements techniques, mais aussi à des procédures compliquées pour les collègues (notices de vote non reçues, procédure de réassort complexe). Voter relevait, pour certains ou certaines, d'un véritable parcours du combattant. Ces incidents sont fortement dommageables pour l'exercice démocratique et le Ministère devra en tirer un bilan. Nous tenons à souligner malgré tout l'engagement sans faille des personnels du Rectorat qui ont toujours été disponibles et à l'écoute de nos remontées.

Pour l'heure, renforcée par ses résultats électoraux, la CGT Educ'action Nantes reste mobilisée contre les attaques du gouvernement et les luttes à venir vont être nombreuses. Nous devons nous mobiliser massivement pour gagner des revalorisations salariales dignes, sans contrepartie, pour toutes les catégories de personnels alors que l'inflation progresse encore (près de 11% en 1

an sur les produits de première nécessité) et que la revalorisation du point d'indice de 3.5% en juillet 2022 n'est qu'un lointain souvenir.

Nous maintiendrons la pression contre le projet de réforme de la voie professionnelle qui représente un recul historique pour des milliers de jeunes en particulier celles et ceux issu·es des classes populaires.

Nous nous battons sans relâche pour faire reculer la précarité qui n'a pas sa place dans un service public de l'Éducation.

Enfin et surtout, nous nous tenons prêts et prêtes à lutter pour faire reculer le gouvernement sur son projet de réforme des retraites. Les personnels de l'Éducation, comme tous et toutes les salarié·es de ce pays, l'ont bien compris : reculer l'âge de départ à la retraite n'est pas nécessaire pour garantir l'équilibre des comptes. C'est bel et bien une volonté idéologique de la part de nos dirigeant·es de nous faire travailler plus longtemps mais surtout de nous faire partir en retraite avec moins. La CGT s'y oppose en mettant en avant d'autres sources de financement et notamment la taxation du capital et l'arrêt des exonérations de cotisations sociales au patronat.

Pour terminer, si le sens du syndicalisme CGT est d'abord bien celui d'être un syndicat de lutte s'appuyant sur les mobilisations des personnels pour gagner sur les revendications, nous entendons aussi être un syndicat actif dans les instances représentatives des personnels. En cela, nous espérons que le dialogue social dans l'académie de Nantes soit fluide et respectueux. Fluide d'abord afin que les demandes des organisations syndicales (courriers, défense des personnels, demandes d'audiences ...) soient bien suivies de réponses de la part de l'autorité académique et de ses services. Respectueux également afin que chaque représentant·e puisse s'exprimer librement dans l'ensemble des instances dans le cadre de leur mandat et dans l'intérêt des salarié·es.